

5^e Rencontre du Réseau pour un parlement ouvert de ParlAmericas

#ParlAmericasOPN

TITRE : Contrer la désinformation pour promouvoir un débat public responsable

THÈME : Genre et désinformation, éthique dans les algorithmes, protection des données, intégrité électorale.

DATES : 15, 19 et 26 mars 2021

LIEU : Virtuelle

PARTICIPANTS : Plus de **200** parlementaires, fonctionnaires parlementaires, spécialistes ainsi que représentantes et représentants d'organisations de la société civile et d'organisations de jeunes provenant de **30** pays.

HÔTE : Le Parlement du Canada



Cette activité est alignée sur l'Objectif de développement durable n° 16.

La 5^e rencontre du RPO était composée de deux sessions de travail, comprenant chacune une série de groupes thématiques, un panel interactif et une session plénière. Ces rencontres ont permis de rassembler des parlementaires et une variété d'intervenants provenant de tout l'hémisphère pour discuter d'enjeux critiques reliés aux effets de la désinformation et de la propagande informatique sur la démocratie, les institutions et le dialogue social.

En partant du principe que la désinformation est multidimensionnelle, mondialisée et systémique, les groupes de travail ont été élaborés dans le but d'analyser les différentes manifestations

de la désinformation selon une variété de perspectives, dont ses dimensions genrées, la protection des données personnelles, l'intégrité électorale, le rôle des médias et l'éthique des algorithmes.

Chaque session a été inaugurée par l'intervention d'un expert en la matière reconnus qui ont contextualisé le phénomène de la désinformation et partagé leur avis sur ses principaux effets sur la démocratie et le dialogue social. Ils ont ensuite parlé du rôle que peuvent jouer les parlementaires dans l'atténuation de ces conséquences.

La session plénière a exploré certains des thèmes au centre du débat en matière de technologies de l'information et de la communication, de désinformation numérique et de propagande informatique. Les participants ont pu échanger sur la complexité inhérente de plusieurs principales dimensions de ces problématiques, comme la tension entre la modération de contenu et la liberté d'expression; l'ampleur des grandes entreprises technologiques, leur pouvoir et leur nature décentralisée; les principales considérations que la législation doit comporter pour contrer les effets de la désinformation et réglementer les plateformes et les applications numériques; et la prévalence inquiétante de la violence en ligne contre les femmes et les filles; entre autres.

Voici quelques-uns des principaux documents et références présentés durant la rencontre :

- [Guide pour garantir la liberté d'expression en ce qui concerne la désinformation intentionnelle dans les contextes électoraux](#). Organisation des États Américains – OEA, 2019. (en anglais)
- [Guide des réseaux sociaux à l'intention des parlements et des parlementaires](#). Union interparlementaire, 2021.
- [Création d'un cadre de protection des données: un guide pour les parlementaires](#). Access Now, 2018. (en anglais)

POINTS SAILLANTS DES SESSIONS

Discours d'ouverture :

- L'honorable **Anthony Rota** (Canada), président de la Chambre des communes
- L'honorable **Pierrette Ringuette** (Canada), sénatrice et présidente intérimaire du Sénat
- L'honorable **Rosa Galvez** (Canada), sénatrice et vice-présidente du Réseau parlementaire sur le changement climatique de ParlAmericas pour l'Amérique du Nord
- Député **Bruce Stanton** (Canada), vice-président de la Chambre des Communes
- Sénatrice **Blanca Ovelar** (Paraguay), présidente de ParlAmericas

Dialogues modérés :

- Sénatrice **Bertha Alicia Caraveo Camarena** (Mexique)
- L'honorable **Ranard Eric Henfield** (Les Bahamas), sénateur et vice-président pour les Caraïbes du Réseau pour un parlement ouvert de ParlAmericas

Panélistes :

- Mme **Catalina Botero Marino**, membre du Conseil de surveillance de Facebook
- Mme **Lucina Di Meco**, experte en égalité des genres et co-fondatrice de #ShePersisted mondial
- Député **Nathaniel Erskine-Smith** (Canada), Grand comité international sur la désinformation

Discours de clôture :

- Député **Marc Serré** (Canada), membre du Conseil de ParlAmericas
- Députée **Maritza del Socorro Espinales** (Nicaragua), membre du Conseil de ParlAmericas
- Député **Javier Macaya** (Chili), président élu du Réseau pour un parlement ouvert de ParlAmericas

Principales conclusions des groupes de travail thématiques (15 et 19 mars)

Les thèmes de groupes de travail ont inclus : Le genre et la désinformation; collaboration avec le secteur des médias, promotion des algorithmes éthiques; la protection des données personnelles, et assurer l'intégrité électorale.

- 1) La désinformation basée sur le genre est un phénomène répandu qui implique la diffusion d'information trompeuse ou inexacte contre des femmes, en particulier des femmes politiques, journalistes et des personnalités publiques, en suivant des modèles discriminatoires associés à la misogynie et aux stéréotypes de genre.
- 2) Il est important que les parlementaires donnent de la visibilité à ce phénomène, par exemple en sensibilisant le public à ses conséquences et en créant des réseaux de soutien pour les personnes touchées. Quant aux politiques publiques, il est nécessaire de promouvoir des programmes de littératie auprès de la population axés particulièrement sur les préjugés et la désinformation axée sur le genre. Il faut également favoriser la recherche sur la désinformation basée sur le genre pour évaluer l'impact des nouvelles technologies et des applications, et disposer de meilleurs outils pour la prise de décision.
- 3) La nature disruptive de la communication numérique, le caractère mondialisé et la capacité d'influence des grandes entreprises technologiques, et les caractéristiques propres du marché numérique nécessitent de revoir et de mettre à jour les lois et les normes qui réglementent le secteur des télécommunications afin qu'elles répondent mieux face aux défis d'une nouvelle réalité complexe en évitant tout type de censure.
- 4) Les pouvoirs publics doivent reconnaître l'importance du journalisme indépendant et de la diversité de l'écosystème médiatique et des espaces civiques en tant qu'alliés dans l'atténuation des effets de la désinformation et de la propagande informatique. De plus, il est nécessaire de promouvoir la sensibilisation des utilisatrices et utilisateurs, ainsi que des journalistes aux médias et à l'information afin de faire face à la désinformation numérique.

- 5) En raison de leur complexité, de leur ubiquité et de leurs effets concrets sur la vie des individus, il est nécessaire de prévoir des politiques et des réglementations visant à promouvoir la littératie algorithmique, ainsi que la transparence et la supervision des algorithmes et de leurs conséquences sur la vie des individus.
- 6) Les parlements doivent impérativement faire avancer les discussions avec le gouvernement et le secteur privé afin de promouvoir des paradigmes démocratiques, transparents, inclusifs et éthiques dans la conception de l'intelligence artificielle et des algorithmes informatiques.
- 7) Les réglementations qui visent la protection des données personnelles doivent être fondées sur le droit de tous les individus à connaître, actualiser et rectifier toute information collectée sur eux dans des bases de données ou des archives publiques ou privées, ainsi que sur les applications et les plateformes de réseaux sociaux avec lesquels ils interagissent.
- 8) Il est important que les lois adoptées ou que les réformes des cadres réglementaires existants sur la protection des données observent les normes internationales les plus élevées en la matière, qu'elles incluent les principes de qualité, de licéité, de finalité et de proportionnalité dans la collecte, le transfert et l'utilisation des données personnelles, et qu'elles informent la population de manière transparente sur ses droits et garanties.
- 9) Dans les Amériques et aux Caraïbes, les campagnes de désinformation déployées sur les réseaux sociaux et les systèmes de messagerie numérique tendent à exacerber la polarisation politique et à attaquer des minorités (en particulier des migrants), des dissidents politiques et des femmes (tant les politiciennes que les électrices).
- 10) Pour contrer les effets de la désinformation numérique et de la propagande informatique dans les processus électoraux, il est nécessaire d'envisager une série de mesures pouvant inclure la modération des contenus et des comportements en ligne durant les campagnes électorales et les élections

(dans le respect du droit à la liberté d'expression); la promotion de la transparence durant les campagnes et les élections; le renforcement des réglementations sur le financement des campagnes électorales afin de favoriser l'équité, et faciliter la diffusion d'informations transparentes et fiables durant les campagnes et les élections.



POINTS SAILLANTS DES SESSIONS

Conférencier principal :

- Professeur **Taylor Owen**, président du Beaverbrook Institute for Media Ethics à la Max Bell School of Public Policy de l'Université McGill au Canada
- M. **Marco Aurelio Ruediger**, directeur d'Analyse des politiques publiques à la Fundación Getúlio Vargas

Présentations des groupes de travail thématiques :

- Mme **Amalia Toledo**, consultante en genre et en technologie
- Mme **Sandra Pepera**, directrice du département sur le Genre, les femmes et la démocratie à l'Institut national démocratique
- Mme **Elena Gil González**, avocate, doctorante et professeure à l'IE Law School
- Mme **Estelle Massé**, analyste politique senior et responsable internationale de la protection des données, Access Now
- M. **Pedro Vaca Villarreal**, rapporteur spécial pour la liberté d'expression pour la Commission interaméricaine des droits de l'homme (CIDH)
- M. **Daniel Arnaudo**, conseiller en stratégie d'information, Institut national démocratique
- Mme **Victoria Welborn**, responsable du programme de Technologie et d'innovation, Institut national démocratique
- Mme **Laura Zommer**, directrice exécutive, Chequeado
- Mme **Nazima Raghubir**, première vice-présidente de l'Association des travailleurs des médias des Caraïbes
- Mme **Micaela Mantegna**, professeure au Centre de la technologie et de la société, Université de San Andrés, et chargée de recherche au Centre Berkman Klein de l'Université de Harvard

Bonnes pratiques législatives

Ces groupes de travail ont également permis d'échanger des bonnes pratiques législatives en lien avec différentes dimensions de la désinformation, de la violence en ligne, de l'intégrité électorale et de la protection des données.

Désinformation et fausses nouvelles

La représentante **Cecilia Bottino Fiuri** (Uruguay), présidente de la Commission sur la constitution, les codes, la législation générale et l'administration, a présenté le Pacte éthique contre la désinformation, une initiative des partis politiques uruguayens contre la création et la diffusion de campagnes de désinformation et de fausses nouvelles. Entre autres engagements, les partis signataires se sont engagés à « ne pas créer ni promouvoir des fausses nouvelles ou des campagnes de désinformation pour nuire à des adversaires politiques ».

Consultez [ici](#) le texte de loi (en espagnol).

Le député **Orlando Silva** (Brésil), a présenté *Comprove*, un outil élaboré par la Chambre des députés du Brésil qui permet aux citoyennes et aux citoyens de clarifier des informations sur le travail parlementaire et de vérifier la véracité des informations diffusées sur les réseaux sociaux concernant la Chambre via un canal *WhatsApp*.

Consultez [ici](#) toutes les informations concernant *Comprove* (en portugais).

Violence basée sur le genre en ligne

La sénatrice **Martha Lucía Micher Camarena** (Mexique), présidente de la Commission pour l'égalité des genres du Sénat, a présenté la loi « Olimpia », un ensemble de réformes de la loi générale sur le droit des femmes à une vie sans violence, lesquelles criminalisent la violence numérique et sanctionnent les délits qui portent atteinte à l'intimité sexuelle des personnes via les médias numériques.

Consultez [ici](#) tous les détails et les antécédents de la loi (en espagnol).

Intégrité électorale

L'honorable sénateur **René Cormier** (Canada) a présenté certaines des mises à jour de la Loi électorale du Canada. Ces modifications ont été élaborées dans le but de stimuler la participation électorale, de rendre le vote plus accessible et d'améliorer la transparence et la sécurité des processus électoraux. Elles tiennent compte d'aspects comme l'ajustement des limites aux contributions financières de tiers et le renforcement des restrictions sur les activités politiques des personnes et organisations étrangères.

Consultez [ici](#) la loi introduisant ces modifications à la loi électorale du Canada.

Intelligence artificielle et algorithmes

Le sénateur **Kenneth Pugh Olavarría** (Chili) a fait part des expériences intéressantes et pionnières du Congrès du Chili en matière de [neurodroits](#), d'éthique dans les algorithmes, du rôle de l'intelligence artificielle dans la gouvernance et de protection des données.

Consultez [ici](#) le rapport Intelligence artificielle pour le Chili, élaboré par le Sénat du Chili (en espagnol).

Désinformation et fausses nouvelles Protection des données

Le vice-président de l'Assemblée nationale **César Solórzano** (Équateur), a partagé certains des principaux aspects de la loi organique sur la protection des données personnelles, comme, par exemple, la reconnaissance de la responsabilité proactive comme élément central et l'intégration de certaines des normes les plus élevées en matière de traitement des données personnelles : légalité, transparence, légitimité, finalité, pertinence, proportionnalité du traitement, consentement, confidentialité, qualité, conservation et sécurité.

Consultez [ici](#) le texte de loi (en espagnol).

L'honorable **Reginald Farley** (Barbade), président du Sénat, a présenté la loi sur la protection des données, adoptée en 2019. Largement inspirée du Règlement général sur la protection des données (RGPD) de l'Union européenne, cette loi a été reconnue comme l'une des plus avancées en termes de confidentialité dans les Caraïbes car elle comporte certaines des normes internationales les plus élevées en la matière.

Consultez [ici](#) le texte de loi (en anglais).

Dialogues modérés par :

- Sénatrice **Natalie Campbell-Rodriques** (Jamaïque)
- Députée **Andrea Villagrán** (Guatemala)
- Député **Ramiro Gutiérrez** (Argentine)
- L'honorable **Reginald Farley** (Barbade), président du Sénat
- Membre de l'Assemblée nationale **Elizabeth Cabezas** (Équateur), présidente de ParlAmericas (2019-2020)
- Représentant **Juan David Vélez** (Colombie)
- Sénatrice **Antares Vázquez** (Mexique), membre du Conseil d'administration de ParlAmericas
- L'honorable **Alicia Williams Grant** (Antigua-et-Barbuda), présidente du Sénat et membre du Conseil d'administration de ParlAmericas



L'honorable sénatrice PIERRETTE RINGUETTE (Canada), présidente pro tempore du Sénat

Les campagnes de désinformation durant les élections peuvent avoir une série d'effets néfastes. Par exemple, la désinformation diffusée à travers ces campagnes concertées peut faire de l'ombre à des informations légitimes pour les électeurs, polariser le discours social et affaiblir la confiance envers le processus électoral.



Député JAVIER MACAYA DANÚS (Chili), président élu du Réseau pour un parlement ouvert de ParlAmericas

Nous observons les différentes façons dont la désinformation affecte la démocratie ainsi que les valeurs et principes fondamentaux que nous partageons en permettant à des acteurs nationaux et étrangers de diffuser des discours nuisibles, d'exacerber la polarisation sociale et politique, et d'instiller des opinions antidémocratiques au sein de la population.



Sénatrice BLANCA OVELAR (Paraguay), présidente de ParlAmericas

Atténuer les effets de la désinformation et de la propagande informatique, réagir face à la consolidation de modèles monopolistes dans le secteur des technologies de la communication et de l'information, promouvoir l'emploi d'algorithmes éthiques et inclusifs... Ces initiatives sont d'une telle ampleur qu'elles ne sont viables que si elles sont développées conjointement.



L'honorable ANTHONY ROTA (Canada), président de la Chambre des communes

La désinformation en temps de pandémie mondiale peut mettre en danger la santé et la sécurité publique, en particulier si les gens croient à de fausses mesures de prévention ou à de faux traitements, ou si la confiance envers les services de santé et les institutions publiques est affaiblie.



Député MARC SERRÉ (Canada), membre du Conseil de ParlAmericas

Nous pouvons apprendre des initiatives nationales et des pratiques législatives innovantes mises en œuvre à travers le monde. Au Canada, par exemple, nous développons l'[Initiative de citoyenneté numérique](#), une stratégie à plusieurs composantes qui a pour objectif de soutenir la démocratie et la cohésion sociale en renforçant la création de résilience citoyenne contre la désinformation en ligne, et en créant des partenariats pour appuyer un écosystème d'information sain.



L'honorable sénateur RANARD HENFIELD (Les Bahamas), vice-président pour les Caraïbes du Réseau pour un parlement ouvert de ParlAmericas

Faire face à la nature multidimensionnelle, mondialisée et systémique de la désinformation nécessite d'aborder ses expressions multiples sous différents angles. Cette rencontre permet de dialoguer autour de certaines de ces questions urgentes et d'échanger sur des pratiques législatives innovantes pour en limiter les effets, tout en tenant compte du fait que la promotion de l'ouverture législative est une excellente manière de contribuer à la lutte contre la désinformation.

Présentation des résultats des engagements pour un parlement ouvert adoptés lors de la 4e Rencontre du Réseau pour un parlement ouvert de ParlAmericas, ainsi que des nouveaux engagements

Les parlementaires des Amériques et des Caraïbes entreprennent des efforts en matière d'ouverture en mettant en œuvre les engagements adoptés dans le cadre de plans d'action pour un parlement ouvert, de plans d'action pour un gouvernement ouvert que les pays soumettent au PGO (Partenariat pour un gouvernement ouvert), et d'autres initiatives signalées à ParlAmericas durant les rencontres annuelles du RPO.

L'[outil d'engagements pour un parlement ouvert de ParlAmericas](#) permet de visualiser, de comparer, de télécharger et de suivre les progrès des parlements dans la réalisation des engagements pour l'ouverture législative à travers un modèle de feu de circulation. Ces engagements peuvent être consultés par pays ou par pilier du parlement ouvert (transparence, responsabilité, participation citoyenne et éthique).

Les parlements suivants ont présenté des mises à jour de leurs engagements pris lors de la rencontre précédente : [Canada](#), [Chili](#), [Colombie](#), [Costa Rica](#), [Équateur](#), [Paraguay](#), [Suriname](#) et [Trinité-et-Tobago](#).

NOUVEAUX ENGAGEMENTS À METTRE EN ŒUVRE EN 2021-2022

Parlement	Pilier	Engagement
Canada	 Planification stratégique	Présentation de la Feuille de route pour le développement d'un Plan d'action pour un Parlement ouvert au Parlement du Canada Présenter au Sénat et à la Chambre des communes la Feuille de route pour le développement d'un plan d'action pour un parlement ouvert, adoptée par le Comité exécutif de la Section canadienne de ParlAmericas, et déployer les efforts nécessaires pour mettre en œuvre les mesures concrètes qu'elle prévoit.
Chili	 Planification stratégique	Cocréation des engagements législatifs du 5e Plan d'action pour un Gouvernement ouvert 2020-2022 (en espagnol) Cocréer de nouveaux engagements pour un parlement ouvert avec la société civile, qui seront inclus dans le 5e Plan d'action pour un gouvernement ouvert 2020-2022.
Honduras	 Planification stratégique	Formation de parlementaires et de fonctionnaires de parlement sur le parlement ouvert pour élaborer le prochain Plan d'action pour un Parlement ouvert Élaborer des sessions de formation durant lesquelles les parlementaires et les fonctionnaires du parlement approfondiront leurs connaissances en matière de parlement ouvert, de transparence législative et de participation citoyenne.

NOUVEAUX ENGAGEMENTS À METTRE EN ŒUVRE EN 2021-2022

Parlement

Pilier

Engagement

Mise en œuvre des engagements législatifs du [Plan d'action pour un État ouvert 2019-2021](#) (en anglais)

[Costa Rica](#)



Participation citoyenne

Cocréer une stratégie globale, innovante et multicanal de participation citoyenne pour l'Assemblée législative à partir de l'ouverture d'espaces et de processus collaboratifs, ainsi qu'établir un forum civique pour un État ouvert invitant le public et les organisations de la société civile à évaluer la législation existante en termes de transparence, d'accès à l'information, de responsabilité et de participation citoyenne, et promouvant de nouvelles propositions et réformes de la législation en vigueur (ces propositions seront présentées aux députées et députés de l'Assemblée législative, qui les évalueront et pourront les adopter)

Présentation du [Règlement pour la mise en œuvre du Parlement ouvert à l'Assemblée nationale](#) (en espagnol), **adopté par le Conseil d'administration législative**

[Équateur](#)



Planification stratégique

Présenter à l'Assemblée le règlement, dont la proposition inclut les principes du parlement et du gouvernement ouverts, ainsi que des bonnes pratiques internationales en la matière. La proposition a été faite en collaboration avec la société civile à travers un processus de cocréation réglementaire, avec une équipe de consultantes et consultants expérimentés en matière de promotion de politiques sur le parlement ouvert, au niveau national comme au niveau international, ainsi que des fonctionnaires de l'Assemblée impliquées dans l'efficacité du parlement ouvert au sein de l'institution.

Mise en œuvre du [5e Plan d'action pour un Congrès ouvert et transparent 2020-2021](#)

[Colombie](#)



Planification stratégique

Mettre en œuvre les engagements du 5e Plan d'action cocréé avec des organisations de la société civile autour de 5 axes : participation citoyenne; innovation technologique; transparence et lutte contre la corruption; responsabilité et rigueur; et éthique et déontologie des entreprises.

NOUVEAUX ENGAGEMENTS À METTRE EN ŒUVRE EN 2021-2022

Parlement

Pilier

Engagement

[Paraguay](#)



Planification stratégique

Cocréation des engagements législatifs du [5e Plan d'action pour un Gouvernement ouvert 2021-2023](#) (en espagnol)

Cocréer de nouveaux engagements pour un parlement ouvert avec la société civile, qui seront inclus dans le 5e Plan d'action pour un Gouvernement ouvert 2021-2023.

[Trinité-et-Tobago](#)



Participation citoyenne

Renforcement de la participation citoyennes et de la reddition de compte

Promouvoir la participation des jeunes en restructurant le Parlement national des jeunes afin de permettre des débats hybrides qui facilitent la participation. recommander à l'exécutif que les exposés et points de vue des jeunes lors des débats soient pris en compte dans la rédaction de la législation; améliorer l'utilisation des outils de sondage dans tous les comités afin de permettre une plus grande participation citoyenne; garantir une meilleure responsabilité financière grâce au suivi continu et en temps réel du budget annuel par la Commission de l'administration publique et des budgets, via la présentation de rapports trimestriels ponctuels et détaillés de toutes les affectations et dépenses des différents chefs de département et de service.

Nicaragua



Participation citoyenne

Renforcement de la [Politique de participation du peuple dans l'activité parlementaire](#) (en espagnol)

Renforcer les mécanismes et les espaces pour la participation du public au travail parlementaire en favorisant des espaces de dialogue entre le peuple et ses représentantes et représentants au parlement, grâce à des visites d'élèves du primaire, du secondaire et d'université, d'organisations sociales et d'institutions de l'État; en proposant des conférences ou des discussions au sein de l'Assemblée nationale et en dehors sur les lois et leur contenu, la structure et le fonctionnement de l'Assemblée nationale, etc.; en préparant des visites et des parcours au sein du Complexe législatif « Carlos Núñez Téllez »; en accueillant des délégations étrangères souhaitant connaître l'Assemblée nationale; et en présentant les médias de l'Assemblée nationale et l'emploi des réseaux sociaux pour diffuser le travail législatif et institutionnel du parlement.

Comité exécutif du Réseau pour un parlement ouvert

Suite aux élections tenues lors de la session plénière de cette rencontre, le Comité exécutif du RPO est désormais composé de :

Président

- Membre de la Chambre des députées et députés **Javier Macaya Danús** (Chili)

Première vice-présidente - Amérique du Nord

- Sénatrice **Bertha Alicia Caraveo Camarena** (Mexique)

Deuxième vice-président - Amérique du Nord

- L'honorable **René Cormier**, Sénateur (Canada)

Vice-président - Caraïbes

- L'honorable **Ranard Eric Henfield**, Sénateur (Les Bahamas)

Première vice-présidente - Amérique Centrale

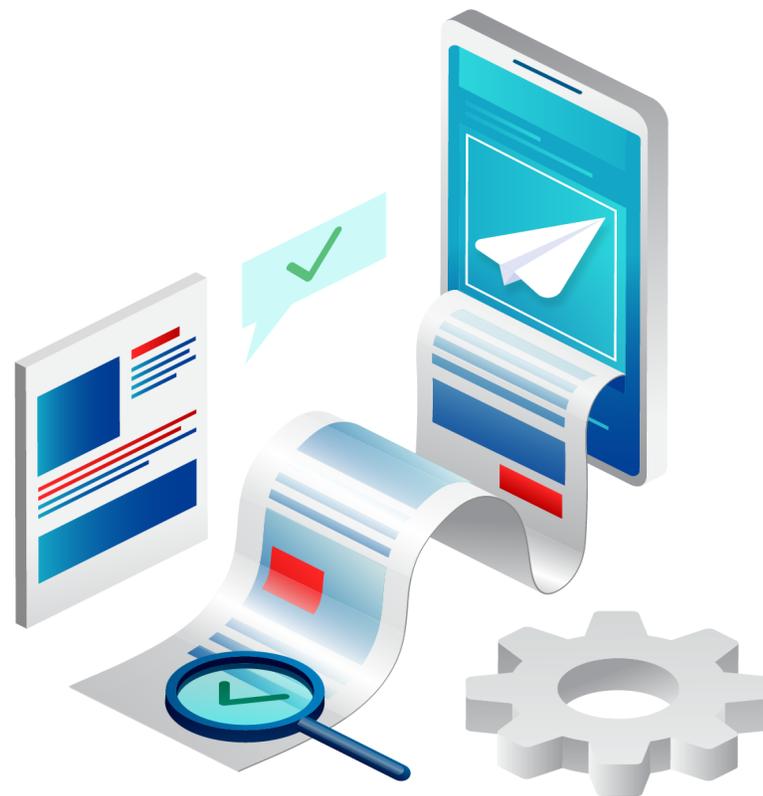
- Membre de l'Assemblée législative **Ana Lucía Delgado Orozco** (Costa Rica)

Deuxième vice-présidente - Amérique Centrale

- Membre de l'Assemblée nationale **Corina Cano Córdoba** (Panama)

Vice-présidente - Amérique du Sud

- Membre de l'Assemblée nationale **Wilma Andrade Muñoz** (Équateur)



Déclaration

La session plénière de la rencontre (26 mars) s'est achevée avec la lecture de la [déclaration](#). Parmi les engagements adoptés par les délégations parlementaires réunies, figurent les suivants :

- Convoquer nos gouvernements, les médias, les organisations de la société civile, les mouvements sociaux et les entreprises technologiques pour convenir de mesures visant à protéger l'intégrité et la transparence des processus électoraux dans nos pays, en tenant compte des stratégies toujours plus sophistiquées de désinformation numérique et de propagande informatique, et en observant les normes internationales en matière de liberté d'expression, droit fondamental dans les sociétés démocratiques.
- Promouvoir la collaboration internationale entre les États, en particulier entre les pouvoirs législatifs de la région, de sorte à élaborer des réponses coordonnées tenant compte des derniers progrès en cybersécurité et en protection des données, compte tenu de la nature mondialisée et systémique de la désinformation et des acteurs et plateformes concernés.
- Insister sur la nécessité de favoriser des débats et créer ou désigner des commissions législatives chargées de traiter le phénomène de la désinformation, la sensibilisation du public sur ses conséquences et les politiques et mesures législatives nécessaires pour lutter contre.
- Réaffirmer notre responsabilité dans la promotion d'un dialogue public responsable dans nos parlements et dans nos interactions publiques, en présentiel comme en ligne, en appliquant des pratiques de discours et de communication respectueuses, inclusives et tolérantes, propices au dialogue constructif et reconnaissant l'intérêt du pluralisme politique de nos sociétés.



Les programmes ([15](#), [19](#), [26](#) de mars), le [communiqué de presse](#), l'enregistrement vidéo, la [playlist](#), podcast de la [conférence magistrale](#), et les [présentations](#) de cette activité sont accessibles sur le site web de ParlAmericas.

PARLEMENTS REPRÉSENTÉS



Antigua et Barbuda



Chili



Guyane



Pérou



Argentine



Colombie



Honduras



Uruguay



Barbade



Costa Rica



Jamaïque



Suriname



Belize



Dominique



Mexique



Les Bahamas



Bolivie



Équateur



Nicaragua



Trinité-et-Tobago



Brésil



Grenade



Panama



Canada



Guatemala



Paraguay

Canada



Cette rencontre a été possible grâce au soutien généreux du Gouvernement canadien par l'entremise d'Affaires mondiales Canada et du Parlement du Canada.



Retrouvez ParlAmericas sur [Apple Podcasts](#), [Google Podcasts](#) et [Spotify](#) pour écouter les sessions de nos rencontres.



ParlAmericas est l'institution qui promeut la **DIPLOMACIE PARLEMENTAIRE** dans le **SYSTÈME INTERAMÉRICAIN**



ParlAmericas intègre l'**ÉGALITÉ DES GENRES** en préconisant l'autonomisation politique des femmes et l'application d'une perspective d'analyse du genre dans le travail législatif



ParlAmericas travaille pour renforcer la démocratie et gouvernance en accompagnant les **PROCESSUS ÉLECTORAUX**



ParlAmericas est composé des **35 ASSEMBLÉES LÉGISLATIVES** des pays d'Amérique du Nord, Centrale et Sud, et des Caraïbes



ParlAmericas promeut les **PARLEMENTS OUVERTS** en renforçant les principes de transparence, responsabilisation, participation citoyenne, et éthique et probité



ParlAmericas organise des consultations and développe des **PARTENARIATS MULTI-PARTIES PRENANTES** avec des jeunes leaders et des organisations de la société civile



ParlAmericas facilite l'échange des **BONNES PRATIQUES** parlementaires et promeut le **DIALOGUE POLITIQUE COOPÉRATIF** dans la poursuite des Objectifs de développement durable



ParlAmericas encourage les politiques et mesures législatives pour atténuer et s'adapter aux effets du **CHANGEMENT CLIMATIQUE**



Est basé à **OTTAWA, CANADA**

Secrétariat international de ParlAmericas

703 - 155 rue Queen, Ottawa, Ontario, K1P 6L1 Canada

Téléphone : + 1 (613) 947-8999

Courriel : info@parlamericas.org

